

**RAPPORT N°2024/6-24  
au Conseil de la Communauté  
en séance du jeudi 12 décembre 2024**

**OBJET :**

**MISSIONS CONFIEES A L'OFFICE DU TOURISME INTERCOMMUNAL DU NORD (OTINR) -  
APPROBATION DU CHOIX DU MODE DE GESTION**

**ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE  
INTERCOMMUNAL/AXE 2 – AFFIRMER LE LEADERSHIP ECONOMIQUE/ENGAGEMENT 5 – IMPULSER  
UN NOUVEL ELAN ECONOMIQUE INTERCOMMUNAL**

**CONTEXTE**

Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale disposant d'un office de tourisme sont, en vertu du principe de libre administration des collectivités territoriales, libres de choisir la forme juridique de gestion de leur compétence touristique. Ainsi, l'EPCI peut choisir entre un mode de gestion publique (régie, EPIC) et un mode de gestion privée externalisé (association ou autre).

L'article L133-2 du Code de tourisme dispose que le statut juridique et les modalités d'organisation de l'office de tourisme sont déterminés par le Conseil Communautaire.

Actuellement, l'Office du Tourisme Intercommunal du Nord (OTINR) est géré par une association. Ce mode de gestion nécessite une évolution afin de mieux maîtriser le service et plus généralement la politique touristique du territoire.

**I- LES MODES DE GESTION ENVISAGEABLES**

L'analyse des différents modes de gestion envisageables et de leurs avantages et inconvénients respectifs permet de retenir celle qui paraît la plus appropriée. Plusieurs possibilités sont ouvertes :

Le recours à une régie, avec deux possibilités :

**La régie autonome** dotée de la seule autonomie financière : La régie est administrée sous l'autorité du président et du conseil communautaire, par un conseil d'exploitation (CE), par son président et par un directeur.

**La régie personnalisée** dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière (établissement public local) : Elle est administrée par un conseil d'administration (CA), par son président et par un directeur.

**Le recours à une société d'économie mixte locale** : Une société d'économie mixte locale (SEML) est créée par une collectivité territoriale, décidant de s'associer avec une ou plusieurs personnes privées (détenant au moins 15% du capital) et éventuellement d'autres personnes publiques. Le capital doit être détenu par au moins sept associés. Les sociétés publiques locales ont été créées afin de permettre aux collectivités territoriales de créer des sociétés anonymes respectant les critères du « in house » et de pouvoir contracter avec ces sociétés en évitant la procédure de mise en concurrence imposée par les règles des marchés publics.

Les critères du « in house » résident sur 2 aspects :

la collectivité doit exercer sur son cocontractant un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur son propre service ;

le cocontractant réalise l'essentiel de son activité avec la ou les collectivités qui le détiennent.

**Le recours à une société publique locale** : Le mode de fonctionnement des SPL peut être comparé à celui des sociétés d'économie mixte, à la différence que 100% des capitaux sont publics. La difficulté réside dans la recherche des associés. La SPL ne semble pas adaptée pour gérer un office de tourisme.

Le recours à une **Société d'économie mixte à opération unique (SemOp)** : créée en 2014, cet instrument d'intervention de la gamme des entreprises publiques locales est mis à la disposition des collectivités locales. En créant une SEMOP, la collectivité publique partage le contrôle et la gouvernance du projet avec les acteurs privés, ce qui peut limiter sa marge de manœuvre et sa prise de décisions autonomes.

**La création d'un établissement public en charge de la gestion d'un service public industriel et commercial (EPIC)** : l'avantage de l'EPIC réside dans la mixité juridique (contrôle de la collectivité mais souplesse du droit privé) et l'adaptation à l'exercice d'une activité commerciale. Il est important de définir la nature du service confiée à l'EPIC (administratif et commercial).

Le tableau ci-après présente une synthèse comparative de ces différents modes de gestion.

	Régie autonome	Régie personnalisée	SEM	SEMOP	EPIC	SPL
<b>Maîtrise du service</b>	Totale		Limitée	Limitée	Elevée	Elevée
<b>Cadre juridique</b>	CGCT (L. 1412-1, L. 2221-1, R. 2221-1, etc.)		CGTC (L1524-1)	CGTC (L. 1541-1 et suivants)	Code du tourisme (L133-4 et suivants)	CGCT (1531-1)
<b>Nature et durée du contrat</b>	Contrat d'objectif conclu entre la CINOR et la régie		Contrat conclu avec ses actionnaires. Ces conventions (concessions ou marché) ne sont pas soumises aux procédures de publicité et de mise en concurrence	La SemOp est mono-contrat. Elle ne peut exercer ses activités que dans le cadre exclusif de l'unique contrat passé avec son actionnaire public	Limitée au service public qu'il a pour mission de gérer. Ainsi, il ne peut pas employer ses biens et son patrimoine à d'autres activités.	Contrat de DSP de type « in-house » d'une durée maximale de 5 ans <sup>1</sup> , fixant notamment les conditions d'exploitation du service
<b>Aspects administratifs, financiers et contrôle du service</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas de personnalité juridique</li> <li>Création d'un budget annexe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Création d'un EPL à conseil d'administration</li> <li>Budget propre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Redevance pour mise à disposition des biens</li> <li>Contrôle indirect via le rapport annuel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Création d'un Conseil d'administration</li> <li>Budget propre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Création d'un comité de direction</li> <li>Budget propre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Redevance pour mise à disposition des biens</li> <li>Contrôle important</li> </ul>
<b>Rémunération de l'exploitant</b>	Sans objet		Rémunération sur les recettes du services	Rémunération sur les recettes du services	Sans objet	Rémunération sur les recettes du service
<b>Personnel</b>	Personnel de droit privé sauf directeur(trice) et le comptable		Personnel de droit privé	Personnel de droit privé	Personnel de droit privé sauf directeur(trice) et comptable	Personnel de droit privé

	Régie autonome	Régie personnalisée	SEM	SEMOP	EPIC	SPL
Régime des biens du service	Trois possibilités de transfert des biens par la CINOR à la régie : Remis en dotation (avec cession), en affectation mis à disposition	Biens de retour : mis à disposition par la CINOR  Biens de reprise : financés et mis à disposition par l'exploitant, dont la CINOR peut décider ou non de la reprise en fin de contrat, moyennant le versement d'une indemnité	Biens de retour : mis à disposition par la CINOR  Biens de reprise : financés et mis à disposition par l'exploitant, dont la CINOR peut décider ou non de la reprise en fin de contrat, moyennant le versement d'une indemnité	Trois possibilités de transfert des biens par la CINOR : Remis en dotation (avec cession), en affectation, mis à disposition	Distinction entre Biens de reprise : financés et mis à disposition par l'exploitant, dont la CINOR peut décider ou non de la reprise en fin de contrat, moyennant le versement d'une indemnité	
Formalités / mise en concurrence	Pas de mise en concurrence	Mise en concurrence obligatoire	Pas de mise en concurrence	Pas de mise en concurrence	Pas de mise en concurrence mais nécessité de procéder à différentes étapes administratives (statuts, pacte, etc.)	
Investissements	Financés par la collectivité	Partagés entre la collectivité et exploitant	Partagés entre la collectivité et exploitant	Partagés entre la collectivité et l'exploitant	Partagés entre la collectivité et l'exploitant	
Partage des risques (commercial & exploitation)	Exploitation aux risques et périls de la collectivité	Exploitation aux risques et périls de l'exploitant	Exploitation aux risques et périls de l'exploitant	Exploitation aux risques et périls de la collectivité	Exploitation aux risques et périls de l'exploitant (donc indirectement de la CINOR en tant qu'actionnaire)	

## II- LE CHOIX DU MODE DE GESTION

La volonté de garder la maîtrise des orientations économiques et politiques du service conduit à privilégier la **création d'un EPIC**.

Ce mode de gestion présente plusieurs avantages. La maîtrise du service par la collectivité est élevée. Un office de tourisme relevant du statut d'EPIC ne peut exercer que les missions prévues à l'article L133-3 du Code de tourisme qui lui ont été déléguées par la collectivité.

En matière de droit de travail, l'EPIC bénéficie d'une souplesse du droit privé à l'exception du directeur(trice) et du comptable.

Le budget de l'office de tourisme constitué en EPIC comprend en recettes, notamment, selon l'article L133-7 du Code de tourisme :

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241212-CC2024-6-24-DE  
Date de télétransmission : 23/12/2024  
Date de réception préfecture : 23/12/2024

- des subventions,
- des souscriptions particulières et d'offres de concours,
- des dons et des legs,
- la taxe de séjour,
- la partie du produit de la taxe sur les entreprises exploitant des engins de remontée mécanique qui n'a pas été affectée à d'autres dépenses visées par le Code général des collectivités territoriales des recettes provenant de la gestion d'installations sportives et touristiques comprises dans le périmètre de la commune, les communes ou fractions de communes intéressées.

Le budget et les comptes de l'Office de tourisme en EPIC sont arrêtés par le Comité de direction et soumis à l'approbation du Conseil communautaire.

#### **a- Le Comité de direction**

Les statuts doivent prévoir la constitution d'un Comité de direction dont le fonctionnement est régi par un règlement interne et placé sous la responsabilité d'un(e) Président(e) et de Vice-Président-e(s) élus parmi les membres.

Ses membres élisent en leur sein un-e président-e et un-e (des) vice-président-e(s).

#### **b- L'organisation administrative**

Un(e) directeur(trice) assure le fonctionnement des services et est l'ordonnateur de l'établissement public. La candidature proposée par le président de l'EPCI est approuvée par le Conseil Communautaire.

Le Comité Social Territorial et la Commission Consultative des Services Publics Locaux respectivement en séance des 27 novembre 2024 et 3 décembre 2024 ont émis un avis favorable sur cette affaire.

Au regard de ces éléments et rappels, je vous prie de bien vouloir vous prononcer :

- Sur le principe de la création d'un Établissement Public Industriel et Commercial (EPIC) qui se verra confier la gestion des missions de service public industriel et commercial dans le cadre de l'exploitation de l'Office de Tourisme Intercommunal du Nord de La Réunion.

**Le président**  
**Maurice GIRONCEL**



**DELIBERATION N°2024/6-24  
Du Conseil de la Communauté  
en séance du 12 décembre 2024**

**OBJET**

**MISSIONS CONFIEES A L'OFFICE DU TOURISME INTERCOMMUNAL DU NORD (OTINR) -  
APPROBATION DU CHOIX DU MODE DE GESTION**

**ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE  
INTERCOMMUNAL/AXE 2 – AFFIRMER LE LEADERSHIP ECONOMIQUE/ENGAGEMENT 5 – IMPULSER  
UN NOUVEL ELAN ECONOMIQUE INTERCOMMUNAL**

**LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE**

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;

Vu le Code des Collectivités Territoriales (Livre II /La coopération intercommunale - Titre 1<sup>er</sup> / Etablissements publics de Coopération Intercommunale – Chapitre 1<sup>er</sup> / Dispositions communes – Chapitre VI / Communauté d'agglomération) ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 1320/SG/DRCT/3 en date du 20 juin 1997 fixant le périmètre du projet de Communauté comprenant les Communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2686/SG/DRCT/3 en date du 22 octobre 1997 créant la Communauté de Communes CINOR ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 4462/SG/DRCT/3 en date du 28 décembre 2000 transformant la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) en Communauté d'Agglomération ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en séance du 27 novembre 2024 ;

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en séance du 3 décembre 2024 ;

Sur l'avis des commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2024/6-24 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**ARTICLE 1 :**

Émet un avis favorable sur le principe de l'exploitation de l'OTINR en Établissement Public Industriel et Commercial (EPIC)

**ARTICLE 2 :**

Émet un avis favorable sur le principe que cet EPIC sera chargé, par ses missions, du service public industriel et commercial relatif à l'exploitation de l'OTINR

**ARTICLE 3 :**

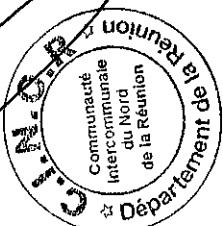

Émet un avis favorable sur le principe que cet EPIC sera administré par un Comité de direction, et que le fonctionnement sera assuré par un(e) directeur(trice)

Nombre de votants : 43 (dont 6 procurations)  
Suffrages exprimés : 43  
Vote pour : 43  
Vote contre : 00  
Abstentions : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte Clotilde

23 DEC 2024

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**





SECRETARIAT DU CONSEIL  
COMMUNAUTAIRE

### **AVIS DES COMMISSIONS**

#### **RAPPORT N°2024/DEE/6-24**

Missions confiées à l'Office de tourisme intercommunal du nord – Choix du mode de gestion

#### **COMMISSION ATTRACTIVITE DU TERRITIRE ET MOBILITES**

La Commission émet un avis favorable sans observation particulière.

#### **COMMISSION ADMINISTRATION ET FINANCES**

La Commission émet un avis favorable sans observation particulière.